

GRAND CALAIS

Terres & Mers



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

**Fourniture d'équipements de signalétique pour l'ensemble
des bâtiments communautaires**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

R.C.

Date limite de remise des offres :

Lundi 22 janvier 2018 à 11h30

1. Objet de la consultation et lieu d'exécution

La consultation a pour objet la fourniture d'équipements de signalétique pour l'ensemble des bâtiments communautaires.

Lieu de livraison : les différents bâtiments et équipements de la Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres & Mers.

2. Conditions de la consultation

2.1 Procédure de la consultation

La présente consultation est lancée suivant une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

2.2 Structure de la consultation

La présente consultation n'est pas allotie.

2.3 Structure du marché

Accord cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum et avec un maximum de commandes, conformément aux dispositions des articles 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les prestations du marché sont exécutées par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins. Chaque bon de commande précise les fournitures demandées suivant le présent marché.

2.4 Montants minimum et maximum

Montant minimum € HT par an	Montant maximum € HT par an
0 €	50 000 €

2.5 Type de contractants

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article 45-V-1 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

2.6 Nature des offres

2.6.1 Variantes

Aucune variante ne pourra être proposée par les candidats.

2.6.2 Prestations Supplémentaires Eventuelles (options).

Il n'est pas prévu d'options.

2.7 Délai de modification de détail au dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

2.8 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

3. Durée du marché

Les règles concernant la durée du marché sont fixées dans l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être changées.

Le marché est prévu pour un an à compter de la date de notification du marché, reconductible une fois un an.

4. Modalités de règlement

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire. Application des règles de la comptabilité publique et notamment du décret 2013-269 du 29 mars 2013.

5. Contenu et remise du dossier de consultation des entreprises

Le Dossier de Consultation des Entreprises comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation.
- L'acte d'engagement.
- Le Cahier des Clauses Particulières.
- Les bordereaux des prix unitaires.

- Le bordereau d'aide à la décision (non contractuel).
- Annexe technique

6. Modalités de présentation des dossiers

6.1 Modalités de déroulement de la procédure

Il est rappelé que la totalité du dossier remis par les candidats devra être rédigée en langue française et que le ou les signataires doivent être habilités à engager juridiquement le candidat.

Le dossier à remettre par le candidat sera placé sous enveloppe cachetée qui contiendra les documents de la candidature et de l'offre.

6.2 Renseignements relatifs à la candidature

Pièces administratives demandées aux candidats

- Lettre de candidature-habilitation du mandataire par ses cotraitants ou modèle DC1
- La copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à les engager
- KBIS de moins de trois mois ou tout autre justificatif équivalent
- Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement ou modèle DC2
- Etat annuel des certificats fiscaux et sociaux
- Attestation d'assurance de responsabilité civile et professionnelle en cours de validité
- Liste des principales fournitures ou des principaux services effectués (3 dernières années) indiquant le montant, la date et le destinataire, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles

6.3 Contenu de l'offre

L'enveloppe contiendra les pièces suivantes :

- Un acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, daté et signé par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché.
- Le Cahier des clauses particulières signé.
- Le bordereau des prix unitaires, cadre ci-joint à compléter et signer sans modification.
- Le bordereau d'aide à la décision destiné au jugement des offres, cadre ci-joint à compléter et signer sans modification.
- Le catalogue de l'ensemble des produits proposés par le candidat. Il pourra ainsi être consulté en cas de besoin d'une fourniture non prévu au bordereau des prix unitaires
- Un échantillon des articles 1.1 et 1.8 du BPU
- Un mémoire justificatif précisant les caractéristiques techniques des produits proposés, les délais moyens de livraison des fournitures, les garanties du matériel, les moyens techniques et humains du candidat pour le suivi des devis et des commandes
- RIB

Conformément à l'article 55 - IV du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

7. Modalités de transmission des dossiers

Les candidats peuvent transmettre leur dossier par voie physique ou par voie électronique.

7-1 Modalités de transmission physique des plis

Le dossier remis par le candidat sera transmis sous plis cachetés.

L'enveloppe extérieure portera les mentions suivantes :

Objet de la consultation :	Fourniture d'équipements de signalétique pour l'ensemble des bâtiments communautaires
"Ouverture réservée au service destinataire" - « NE PAS OUVRIR »	

7-2 Adresse postale de remise des plis

Les plis pourront être adressés en courrier recommandé avec avis de réception postal ou par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers Service Marchés Publics 76 boulevard Gambetta - CS 40 021 62 101 CALAIS CEDEX

7-3 Adresse physique de remise des plis

Les plis pourront être déposés contre récépissé l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers Service Marchés Publics 76 boulevard Gambetta - CS 40 021 62101 CALAIS CEDEX	
Horaires d'ouverture des bureaux	8h à 12h et 14h à 17h

7-4 Modalités de transmission électronique des plis

Les candidats peuvent effectuer à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie de sauvegarde doit être transmise dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde ».

Les candidatures et les offres doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise dans les conditions prévues aux articles 1316 à 1316-4 du code civil et à l'article 3 du décret n° 2002-692 du 30 avril 2002.

Les candidatures et les offres doivent parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement. Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ou qui contiendraient un virus ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

7-5 Adresse électronique de dépôt

Conformément aux articles 39 et suivants du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<http://www.klekoon.com>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

8. Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier. Cette négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre.

Les offres inappropriées seront éliminées et ne seront pas retenues pour la négociation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retenir pour la négociation les offres irrégulières ou inacceptables. Si ce n'est pas le cas, ces offres ne seront pas retenues et ne seront pas classées.

Après examen des offres remises, le pouvoir adjudicateur effectue un premier classement. Au regard de celui-ci, il peut engager des négociations avec tout ou partie des candidats. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire passer des auditions aux candidats retenus.

A l'issue de la négociation, le pouvoir adjudicateur procède à une nouvelle notation, de laquelle découlera le classement final. Au regard des résultats de la négociation, la note finale pourra varier à la hausse ou à la baisse. Si les offres retenues pour la négociation restent irrégulières ou inacceptables à l'issue de la négociation, elles ne seront pas classées.

Toutefois, l'acheteur peut attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

9. Analyse des candidatures et jugement des offres

9.1 Analyse des candidatures

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application de l'article 51 décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article 6.2 « Renseignements relatifs à la candidature » du présent règlement ou qui ne présentent pas des capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes ne sont pas admises.

9.2 Jugement des offres

Sur la base de critères ci-dessous énoncés, le représentant du pouvoir adjudicateur, choisit l'offre économiquement la plus avantageuse.

Le choix de l'attributaire est fondé sur l'offre économiquement et techniquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération sous forme de points :

- Prix : 60 points
- Evaluation technique : 40 points répartis de la manière suivante :
 - Caractéristiques techniques des produits proposés dans le cadre du bordereau de prix unitaire, **jugés grâce aux fiches techniques fournies** (30 pts)
 - Délai de fourniture des matériaux (5 pts)
 - Moyens humains et matériels mise en place pour répondre à une commande (5 pts)

Prix : 60 points

La note attribuée aux candidats pour le critère « prix » est établie sur la base de la formule suivante :

Note attribuée au candidat = $\frac{\text{Offre la moins la chère}}{\text{Offre du candidat}} \times \text{Pondération (60)}$

Evaluation technique : 40 points

Coefficients « valeur technique » :

Très satisfaisant : 1

Satisfaisant : 0,7

Moyennement satisfaisant : 0,5

Insatisfaisant : 0,1

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

Conformément à l'article 60 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

10. Informations complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront adresser une demande, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, écrite au service suivant :

Renseignements Techniques :

Monsieur Baptiste DELROCQ
Téléphone : 03.21.19.55.23
Mail : baptiste.delrocq@grandcalais.fr

Renseignements Administratifs :

Service Marchés Publics
Téléphone : 03.21.19.55.00
Mail : marches.publics@grandcalais.fr